

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259 – 59019 LILLE cedex
59019 Lille

Lille , le 06/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/01/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

JEAN CABY SAS

40, rue de la Gare
59350 ST ANDRE LEZ LILLE

Références : Jean Caby à St-andré - Cessation d'activité

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/01/2022 dans l'établissement JEAN CABY SAS implanté 40, rue de la Gare 59350 ST ANDRE LEZ LILLE . L'inspection a été annoncée le 20/12/2021. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JEAN CABY SAS
- 40, rue de la Gare 59350 ST ANDRE LEZ LILLE
- Code AIOT dans GUN : 0007001038
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Maître Emmanuel LOEUILLE en sa qualité de liquidateur judiciaire de la société Jean Caby (fonction à laquelle il a été désigné par jugement en date du 27 juin 2018 rendu par le tribunal de commerce de Lille Métropole) a déclaré le 24 octobre 2018 (transmission préfecture du 13 novembre 2018) la cessation des activités exploitées par Jean Caby sur le site de St-André. Par transmission en date du 11 mars 2019, M. le Préfet de la Région Hauts-de-France, Préfet du Nord, sollicite notre avis sur le dossier présenté par Maître Emmanuel LOEUILLE en sa qualité de liquidateur judiciaire de la société Jean Caby, dans le cadre de la cessation d'activités du site de St-André.

Une visite d'inspection a été réalisée le 13 janvier 2022 afin de constater:

- L'évacuation des produits dangereux, et la gestion des déchets présents sur le site;
- Des interdictions ou limitations d'accès au site;

- La suppression des risques d'incendie et d'explosion.

Le site est soumis à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 juillet 2005. Celui-ci permettait l'exploitation du site par la Société Jean Caby pour la préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale.

Les diverses activités (soumises à autorisation) concernées par cet arrêté sont présentées ci-dessous :

- Préparation de saucissons secs, jambons et saucisses (2221) ;
- Dépôts de chairs, de cadavres, de débris d'os d'origine animale (2731) ;
- Installations de production de froid utilisant de l'ammoniac (2920) ;
- Installations de production de froid utilisant des fréons (R22 et 404A) et eau glycolée (2920) ;
- Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (2921).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : mise en sécurité des installations mises à l'arrêt.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Evacuation des déchets et produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 11/07/2005, article 40.5	/	Sans objet
Interdictions ou limitations d'accès au site	Arrêté Préfectoral du 11/07/2005, article 40.5	/	Sans objet
Suppression des risques incendie et explosion	Arrêté Préfectoral du 11/07/2005, article 40.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les opérations de mise en sécurité du site liées à l'arrêt des installations ont été menées à terme.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Evacuation des déchets et produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2005, article 40.5
Thème(s) : Autre, cessation d'activités
Prescription contrôlée : En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement. Au moins un mois avant la mise à l'arrêt définitif (au moins 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation accordée pour les ouvrages soumis à la loi sur l'eau), l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation (ou de l'ouvrage), ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour la remise en état du site et comportant notamment : 1. l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que des déchets présents sur le site ; Article R. 512-39-1 du CE II - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, « la gestion des déchets » présents sur le site ; Constats : Les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site sont décrites dans le rapport référencé « Diagnostic simplifié de la pollution des sols – Jean Caby St-André – SOCOTEC : A1482/18/1436 du 17/12/2018 version 1 – 11 mars 2019 » et dans le rapport référencé « Diagnostic simplifié de la pollution des sols – Jean Caby St-André – SOCOTEC : A1482/18/1436 du 25/03/22 version 2.0 ». L'ensemble du matériel et des stockages de produits textiles et catalogues a été évacué du site. Le jour de la visite, le 13 janvier 2022, l'inspection des installations classées a parcouru l'ensemble des bâtiments et a constaté l'absence d'outils de production et de stockage de produits quelconque. L'exploitation de la base logistique n'a pas produit de déchet dangereux. L'exploitant a éliminé les déchets produits par le démantèlement des installations vers des filières adaptées. Les justificatifs des opérations d'élimination des déchets ont été archivés par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Interdictions ou limitations d'accès au site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2005, article 40.5
Thème(s) : Autre, cessation d'activités
Prescription contrôlée : En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement. Article R. 512-39-1 : II - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site
Constats : Les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site sont décrites dans le rapport référencé « Diagnostic simplifié de la pollution des sols – Jean Caby St-André – SOCOTEC : A1482/18/1436 du 17/12/2018 version 1 – 11 mars 2019 » et dans le rapport référencé « Diagnostic simplifié de la pollution des sols – Jean Caby St-André – SOCOTEC : A1482/18/1436 du 25/03/22 version 2.0 ». Le jour de la visite, le 13 janvier 2022, l'inspection des installations classées a parcouru l'ensemble des bâtiments et a constaté que les bâtiments sont en bon état de conservation et que le site est gardienné 24h/24.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suppression des risques incendie et explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2005, article 40.5
Thème(s) : Autre, cessation d'activités
Prescription contrôlée : En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement. Article R. 512-39-1 : II - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion
Constats : Les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site sont décrites dans le rapport référencé « Diagnostic simplifié de la pollution des sols – Jean Caby St-André – SOCOTEC : A1482/18/1436 du 17/12/2018 version 1 – 11 mars 2019 » et dans le rapport référencé « Diagnostic simplifié de la pollution des sols – Jean Caby St-André – SOCOTEC : A1482/18/1436 du 25/03/22 version 2.0 ». Le jour de la visite, le 13 janvier 2022, l'inspection des installations classées a parcouru l'ensemble des bâtiments et a constaté la coupure de l'alimentation électrique et de l'alimentation en eau. Le site ne dispose pas d'alimentation gaz. Les cuves alimentant la chaudière ont été vidangées et inertées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet